

RAPPORT ANNUEL 2025



SOMMAIRE

P. 4 _ L'Insee et la statistique publique

P. 5 _ L'édito du directeur général

P. 6 _ L'activité 2025 en chiffres

P. 8 _ Les enquêtes menées en 2025

P. 11

FAIRE PARLER LES CHIFFRES

P. 12 _ Analyser les phénomènes économiques

P. 14 _ Analyses environnementales

P. 16 _ Diversité de la société française

P. 19

INNOVER ET ÊTRE EN PREMIÈRE LIGNE SUR LES SOURCES DE DONNÉES

P. 20 _ Enquêtes nouvelles ou actualisées pour enrichir notre diagnostic socio-démographique

P. 22 _ De nouvelles façons de recueillir l'information

P. 24 _ De nouvelles méthodes et outils informatiques

P. 26 _ Des informations économiques enrichies

P. 27

ALLER AU-DEVANT DE TOUS LES PUBLICS

P. 28 _ Au-devant du plus grand nombre

P. 30 _ Au-devant des utilisateurs experts de nos données et des décideurs

P. 31

CONSTRUIRE UNE STATISTIQUE PARTAGÉE

P. 32 _ Des échanges entre statisticiens

P. 34 _ Agir à l'international

P. 35

LES MOYENS ET L'ORGANISATION DE L'INSEE

P. 36 _ Les missions de l'Insee et son budget

P. 38 _ Les femmes et les hommes de l'Insee

P. 40 _ L'Insee en régions

P. 42 _ Travailler à l'Insee

L'INSEE ET LA STATISTIQUE PUBLIQUE

L'Insee collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur l'économie et la société françaises pour éclairer le débat public et les décisions de tous.

L'Institut national de la statistique et des études économiques

L' Institut national de la statistique et des études économiques - l'Insee - a été créé par la loi de finances

du 27 avril 1946 (art. 32 et 33), reprenant alors une activité de statistique publique qui s'était exercée sans discontinuité depuis 1833. Aujourd'hui, l'Insee est une direction générale du ministère chargé de l'économie et des finances, engagé au service d'une économie forte et durable. L'Institut est implanté dans l'ensemble du territoire français et ses employés sont des agents de l'État. Il est soumis aux règles de la comptabilité publique et ses crédits sont inscrits au budget général de l'État.

Travaille en toute indépendance professionnelle

L'Insee conduit ses travaux en toute indépendance professionnelle. Créée par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, l'Autorité de la statistique publique veille au respect du principe d'indépendance dans « la conception, la production et la diffusion des statistiques publiques » (loi n° 51-711, art. 1). Le Conseil national de l'information statistique assure la concertation entre les producteurs et les utilisateurs de statistiques publiques.

Contribue à la statistique européenne et internationale

Avec Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne (UE), et ses homologues de l'UE, l'Insee contribue à la construction du système statistique européen. Il participe aussi aux travaux statistiques des organismes



internationaux tels que l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Coordonne le service statistique public français

Le service statistique public (SSP) est composé de l'Insee et des services statistiques ministériels (SSM) qui réalisent les opérations statistiques dans leur domaine (éducation, santé, justice...). L'Insee coordonne ses opérations et décide avec les SSM des méthodes, des normes et des procédures pour établir les statistiques et leur publication.

FABRICE LENGLART DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSEE



E 2025, l'Insee a poursuivi sa mission avec rigueur et engagement, en produisant des statistiques de qualité et en innovant pour répondre aux évolutions rapides de la société.

Nommé directeur général de l'Insee au cours de l'année 2025, je suis particulièrement heureux et honoré d'être revenu à l'Institut. L'année écoulée a confirmé la capacité de l'Insee à remplir ses missions fondamentales : produire des statistiques publiques de qualité, éclairer les débats et anticiper les besoins d'information. Dans un contexte marqué par des transformations économiques et sociales rapides, l'Institut a su maintenir un haut niveau d'exigence tout en développant des innovations méthodologiques et techniques.

Parmi les réalisations emblématiques, le recensement exhaustif de Mayotte illustre parfaitement cet engagement. Ce dernier a été mené avec succès malgré des conditions logistiques complexes. Il en a été de même de l'enquête Sans Domicile, réalisée en partenariat avec la Drees, dont les résultats apporteront un éclairage précieux sur les populations les plus vulnérables.

Nos analyses ont également porté sur des sujets clés, tels que l'étude des hauts salaires et patrimoines ou encore l'évaluation des dispositifs publics d'aide à la rénovation thermique. Ces travaux illustrent notre engagement à éclairer les politiques publiques.

Les Journées de méthodologie statistique, temps fort pour l'Institut et l'ensemble de la statistique publique, qui ont réuni plus de 1000 participants, ont confirmé notre rôle moteur en matière d'innovation méthodologique. Ces échanges ont permis de partager les avancées récentes et de préparer les défis futurs.

Sur le plan technique, 2025 a marqué une avancée majeure avec l'aboutissement du chantier de sortie du logiciel statistique SAS au profit de R et Python, des solutions open source favorisant économies financières, modernisation des pratiques et transparence méthodologique. Parallèlement, l'Insee accélère sa transition vers une architecture cloud hybride, conciliant innovation, sécurité des données et souveraineté numérique.

Notre visibilité sur les réseaux sociaux s'est également amplifiée, avec 15 000 abonnés sur Instagram et le lancement d'un compte Bluesky, tandis que notre site internet continue d'évoluer pour mieux servir nos publics.

En parallèle, nos collaborations internationales se sont poursuivies, avec des échanges réguliers avec nos partenaires européens et l'accueil de délégations étrangères, comme celle du Cambodge. Ces interactions enrichissent nos pratiques et renforcent notre crédibilité sur la scène internationale.

Enfin, l'année a également été marquée par l'adoption d'une nouvelle identité visuelle commune à l'Insee et aux 16 services statistiques ministériels. Elle affirme l'unité du Service statistique public (SSP) et sa volonté de conjuguer rigueur des chiffres et dialogue avec la société. Avoir une vision claire et commune des orientations du SSP est essentiel, d'autant plus dans un monde où l'instabilité s'est accrue. C'est pourquoi j'ai proposé de poursuivre cette dynamique dans les mois à venir à travers un nouveau projet stratégique visant à fédérer l'ensemble de la statistique publique.

Je tiens à saluer l'engagement de toutes nos équipes dont le professionnalisme permet à l'Insee de maintenir son rôle central dans le système statistique public, au service de la décision et du débat démocratique. Je vous invite à parcourir ce rapport d'activité, qui illustre concrètement la diversité de nos travaux et les avancées accomplies au cours de l'année.

L'ACTIVITÉ 2025 EN CHIFFRES



COMMUNICATION ET SERVICE AUX USAGERS

Outils numériques



35,6 MILLIONS DE VISITES
sur le site insee.fr

200 000
vues sur le blog de l'Insee



97 000 ABONNÉS
au compte X @InseeFr

80 800 abonnés au compte LinkedIn

13 900 abonnés sur Instagram

8 000 abonnés au compte Bluesky



700 CONTENUS EN LIGNE
SUR INSEE MOBILE
au 31 décembre 2025

Médias



39 800

RETOMBÉES PRESSE
ET CITATIONS TOUTS MÉDIAS CONFONDUS

Assistance aux usagers



167 000

DEMANDES REÇUES PAR COURRIEL



312 000

APPELS REÇUS SUR LES SERVEURS
VOCAUX INTERACTIFS



NOMBRE DE CONTENUS VUS SUR LES
FOIRES AUX QUESTIONS INTERACTIVES

491 500

RELATIONS INTERNATIONALES



PARTICIPATION À

180 GROUPES

DE TRAVAIL, DONT 4/5
SONT EUROPÉENS



85 ACTIONS

DE COOPÉRATION
INTERNATIONALE

GRANDS RÉPERTOIRES

118,9 MILLIONS

DE PERSONNES INSCRITES
AU RÉPERTOIRE NATIONAL
D'IDENTIFICATION DES
PERSONNES PHYSIQUES (RNIPP)

50 MILLIONS

de personnes inscrites
au Répertoire
électoral unique
(REU)¹

15 MILLIONS

d'entreprises actives
et 16,8 millions
d'établissements
inscrits à Sirene

122 260

enregistrements
actifs *Legal Entity*
Identifier (LEI)

1. Chiffre hors Nouvelle-Calédonie

LES ENQUÊTES MENÉES EN 2025

Pour produire des informations sur l'économie et la société françaises, l'Insee réalise de grandes enquêtes auprès des particuliers et des entreprises. En 2025, 32 enquêtes ont ainsi été menées.

Tous les ans, l'Insee organise et pilote l'enquête de recensement de la population menée avec les communes. Celle-ci permet de connaître les évolutions socio démographiques à un niveau territorial fin pour, par exemple, évaluer les besoins en infrastructures qui en découlent. Réalisée sur toute l'année, l'enquête emploi vise, au-delà de son indicateur phare, le taux de chômage, à décrire le marché du travail et son évolution. En complément, d'autres enquêtes auprès des particuliers sur différents sujets (ressources, dépenses, logement, santé, patrimoine...) sont menées pour éclairer le débat public français et européen. Auprès des entreprises, l'Insee recueille des informations tant sur leur structure (taille, secteur, main-d'œuvre...) que sur leur activité (carnet de commandes, investissement...). Il conduit aussi des enquêtes thématiques : consommation d'énergie, nouvelles technologies, innovation...

Par ailleurs, l'Insee établit des diagnostics et des prévisions sur la situation économique de la France. En particulier, il calcule chaque mois l'indice des prix à la consommation, pour évaluer l'inflation.

Découvrez la représentation illustrée des sujets des enquêtes menées par l'Insee en 2025.

- 1 Recensement de la population
- 2 Enquête « Voyages professionnels et personnels » (VPP)
- 3 Enquêtes sur les usages du numériques
- 4 Enquête sur les loyers auprès des bailleurs sociaux (ELBS)
- 5 Enquête auprès des personnes fréquentant des services d'aide, dite « Sans domicile », volet « Individus »
- 6 Enquête de conjoncture auprès des ménages mensuelle (CAMME)
- 7 Indice des prix à la consommation (IPC)
- 8 Enquête Statistiques sur les Ressources et les Conditions de Vie des ménages (SRCV)
- 9 Enquête nationale Loyers et Charges (L&C)
- 10 Enquête européenne sur les parités de pouvoir d'achat
- 11 Enquête sur l'emploi, le chômage et l'inactivité
- 12 Enquête sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires (Ecmoss), cycle « 2022-2025 »
- 13 Enquête emploi du temps
- 14 Enquête santé
- 15 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie
- 16 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment
- 17 Enquête mensuelle de conjoncture dans le commerce de détail et le commerce et la réparation automobiles
- 18 Enquête bimestrielle de conjoncture dans le commerce de gros
- 19 Enquête mensuelle de conjoncture dans les services
- 20 Enquête trimestrielle de conjoncture dans la promotion immobilière
- 21 Enquête de fréquentation des hébergements collectifs touristiques
- 22 Enquête annuelle sur les consommations d'énergie dans l'industrie (EACEI)
- 23 Enquête Observation des prix de l'industrie et des services (OPISE)
- 24 Enquête annuelle de production (EAP)
- 25 Enquête sectorielle annuelle (ESA)
- 26 Enquête européenne sur l'activité des filiales étrangères des groupes français (Outward FATS)
- 27 Enquête sur les technologies de l'information et de la communication et le commerce électronique - TIC entreprises





28 Enquête sur les investissements et les dépenses courantes pour protéger l'environnement (Antipol)
29 Enquête Crédit-Bail

30 Enquêtes mensuelles de branche (EMB)
31 Enquête sur la filière aéronautique et spatiale (FAS)
32 Enquête capacité à innover et stratégie (CIS)

Enquêtes auprès des particuliers
Enquêtes auprès des entreprises





FAIRE PARLER LES CHIFFRES

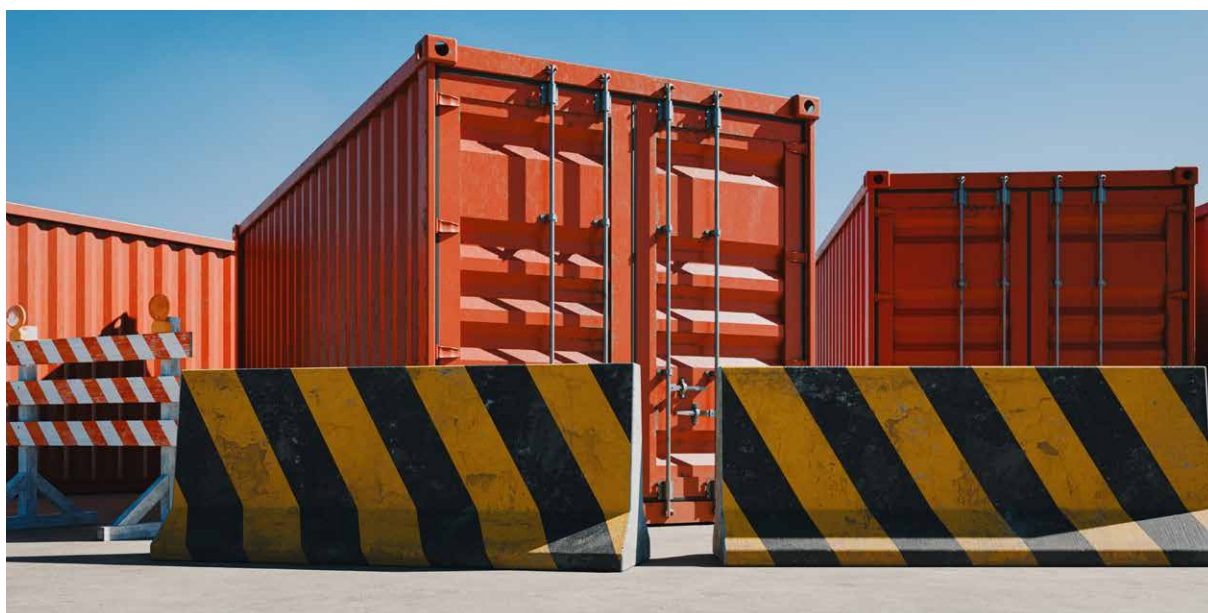
ANALYSER LES PHÉNOMÈNES ÉCONOMIQUES

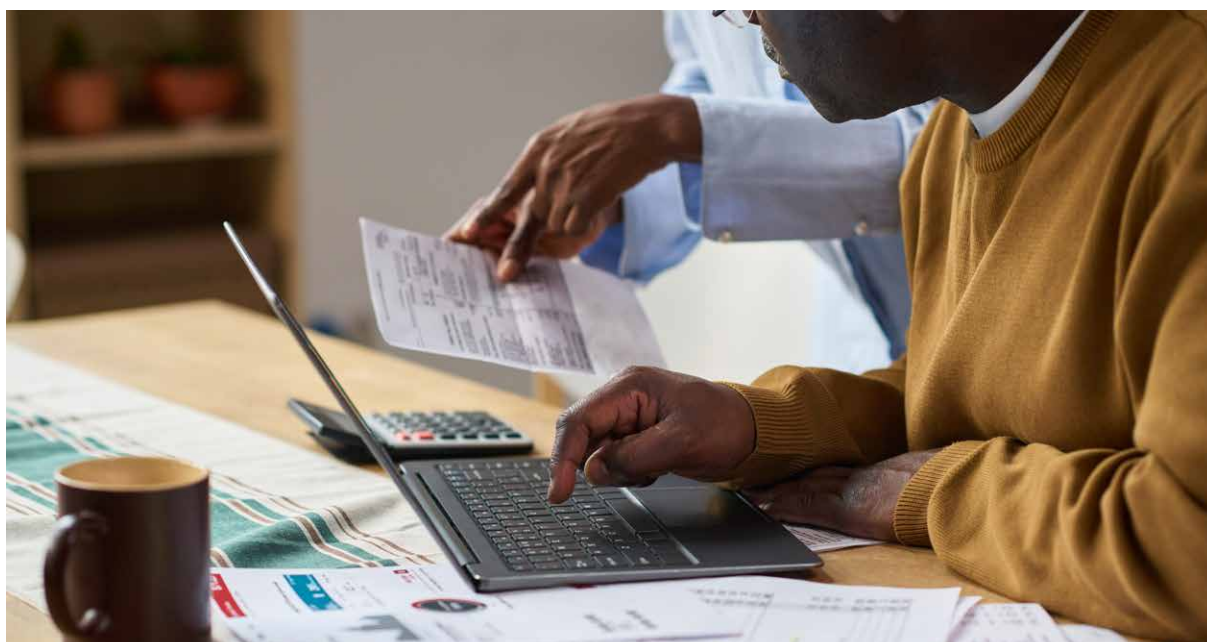
En 2025, l'Insee a analysé les évolutions conjoncturelles et structurelles de l'économie française, dans un contexte marqué par des tensions internationales et des transformations durables. Ses travaux ont éclairé à la fois les dynamiques macroéconomiques nationales et les trajectoires économiques des territoires.

Une conjoncture marquée par des tensions commerciales et la vigueur de l'épargne

L' Insee a poursuivi son analyse de la situation économique française, en diffusant et commentant les indices économiques et les résultats les plus récents des enquêtes de conjoncture, notamment grâce aux [notes de conjoncture](#) publiées régulièrement. Deux phénomènes ont particulièrement marqué l'année : l'[impact des droits de douane américains sur les échanges](#) et la [persistance](#)

d'un niveau d'épargne exceptionnellement élevé. L'Institut met notamment en évidence que les revenus des retraités clients de La Banque Postale ont augmenté substantiellement entre 2023 et 2024, mais que leur consommation n'a pas suivi, ce qui contribuerait aux deux tiers de la hausse du taux d'épargne sur un an.





Mutations économiques : fiscalité, retraites et numérique

Selon une étude innovante sur l'évolution du taux d'imposition implicite des profits des entreprises entre 2016 et 2022, le taux d'imposition est plus élevé pour les petites et moyennes entreprises (PME) et diminue moins pour cette catégorie que pour les grandes entreprises. Parallèlement, le modèle de microsimulation Destinie a été mobilisé pour analyser les règles d'indexation des retraites, un enjeu crucial dans le contexte de vieillissement démographique.

L'édition 2025 de l'Insee Références Économie et société à l'ère du numérique a exploré l'impact du numérique sur les structures économiques et les modes de production, entre opportunités d'innovation et défis en matière d'inégalités. L'un des articles de cet ouvrage s'intéresse notamment à la cyberviolence : celle-ci affecte 3,2 % de la population majeure en 2022, mais les mineurs sont particulièrement exposés, avec 28 % des collégiens et 23 % des lycéens victimes de violence en ligne.

Dynamiques économiques et attractivité des territoires

L'Insee a renforcé ses collaborations avec les acteurs locaux pour dresser des diagnostics économiques et accompagner la mise en œuvre de politiques publiques adaptées. En Normandie, une étude a ainsi été menée en partenariat avec la préfecture sur l'attractivité démographique, économique et touristique, mettant en lumière les atouts liés à sa proximité avec l'Île-de-France. En Occitanie, une rétrospective sur 40 ans de filière aéronautique et spatiale a été réalisée, ainsi qu'une analyse méthodologique sur les exportations régionales. En Île-de-France, l'Insee a collaboré avec l'Urssaf et BPI France pour produire une étude sur les start-ups, enrichissant la connaissance de cet écosystème. En Vendée et en Bretagne, des diagnostics territoriaux ont identifié les forces et faiblesses économiques des territoires, notamment des industries agroalimentaires en Bretagne. Par ailleurs une étude a comparé la rentabilité des PME ultramarines à celle des PME de l'Hexagone.

ANALYSES ENVIRONNEMENTALES

Les analyses sur les émissions de gaz à effet de serre, la rénovation énergétique et les mobilités ont éclairé les trajectoires climatiques et les inégalités territoriales. Ces études mettent en lumière les leviers et défis de la transition écologique.

Éclairer les impacts du dérèglement climatique sur les territoires

Plusieurs analyses sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) et la transition énergétique ont permis d'éclairer le débat public, tant au niveau national que régional. La note de conjoncture de juin 2025 a inclus une prévision des émissions pour 2025, permettant de les situer dans la trajectoire nationale de réduction. Cet éclairage a identifié les secteurs les plus émetteurs et évalué l'impact des évolutions économiques et des facteurs conjoncturels sur ces émissions. Une analyse de l'efficacité des travaux de rénovation thermique des logements a examiné l'impact réel des rénovations sur la consommation énergétique des ménages. L'Insee a également révélé que 5 millions de ménages étaient en situation de vulnérabilité énergétique, consacrant une part excessive de leurs revenus aux dépenses énergétiques pour maintenir un confort thermique standard.



REGARD EXTÉRIEUR



CAMILLE CLAIN
CONSEILLÈRE DÉPARTEMENTALE
À LA RÉUNION, VICE-PRÉSIDENTE
DÉLÉGUÉE À L'ENVIRONNEMENT
ET AU DÉVELOPPEMENT
DURABLE

Quel regard portez-vous sur l'estimation de l'empreinte carbone réunionnaise par l'Insee ?

Le Département porte un regard attentif et constructif sur l'estimation de l'empreinte carbone réunionnaise publiée par l'Insee. Cette étude apporte un éclairage objectif et précieux sur la réalité de nos émissions, en montrant que, malgré des émissions locales relativement contenues, notre empreinte carbone globale demeure élevée du fait de notre forte dépendance aux importations. Elle rappelle ainsi les contraintes structurelles propres à un territoire insulaire et la nécessité d'une approche globale intégrant des modes de production, de consommation et les échanges avec l'extérieur pour appréhender pleinement les enjeux climatiques.

Panorama national et territorial de la transition écologique

En collaboration avec le service statistique du ministère de la transition écologique, le millésime 2024 des émissions de gaz à effet de serre et de l’empreinte carbone de la France a été publié : l’empreinte carbone a baissé de 3,4 % en 2024, après -6,1 % en 2023.

En parallèle, une opération coordonnée d’études nationale et régionales a été réalisée pour dresser un état des lieux des pratiques de gestion des déchets et de son évolution sur la décennie écoulée, qui met notamment en évidence des disparités territoriales selon

les quantités collectées et la part de déchets triés. Plusieurs régions ont également approfondi leurs analyses sur le développement durable. En particulier, en Occitanie, cette thématique a fait l’objet d’une série d’études : déchets, émissions de gaz à effet de serre et déplacement domicile-travail, consommation d’énergie de l’industrie. En Centre-Val de Loire, l’Insee a étudié l’impact des déplacements domicile-travail sur les émissions de dioxyde de carbone et l’exposition au dioxyde d’azote, en mettant en lumière les spécificités territoriales, les distances parcourues et les différences d’exposition entre zones urbaines et rurales, soulignant les enjeux environnementaux et sanitaires. Une autre étude a exploré les modalités de déplacement pour tous les motifs, décrivant les pratiques des habitants, la structure des trajets et l’évolution des usages.



En quoi cette étude est-elle utile pour éclairer les choix en matière de transition énergétique pour le Département de La Réunion ?

Ces travaux confirment le rôle central du mix électrique dans notre empreinte carbone et viennent conforter les orientations engagées ces dernières années en faveur des énergies renouvelables à La Réunion. À cet égard, le Département s’inscrit pleinement dans cette dynamique, grâce à son plan Négawatt : depuis 2025, il est devenu une collectivité à énergie électrique positive, la totalité de la consommation électrique de son patrimoine bâti étant compensée

par une production d’énergie renouvelable, notamment grâce au déploiement de centrales photovoltaïques sur les toitures des collèges et à l’installation de microcentrales hydroélectriques sur le réseau d’eau départemental.

Quelles suites et pistes de développement privilégieriez-vous ?

Pour l’avenir, le Département souhaite privilégier plusieurs pistes complémentaires : la poursuite et l’accélération du développement des énergies renouvelables locales, l’amélioration de l’efficacité énergétique des bâtiments,

l’accompagnement des ménages vers des modes de consommation plus sobres et la mobilisation des acteurs économiques via la commande publique. Le soutien à une production locale plus diversifiée, à l’économie circulaire et à la réduction des dépendances aux importations constitue également un axe stratégique majeur. Ces orientations s’inscrivent dans un plan départemental de transition écologique et solidaire, conçu pour répondre aux spécificités réunionnaises tout en améliorant durablement le cadre de vie et la résilience du territoire.

DIVERSITÉ DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Les travaux de l'Insee dressent le panorama de la diversité sociale en France. Ils analysent les disparités dans les structures familiales, les dynamiques démographiques, l'insertion professionnelle, ou encore les revenus et les conditions de vie.

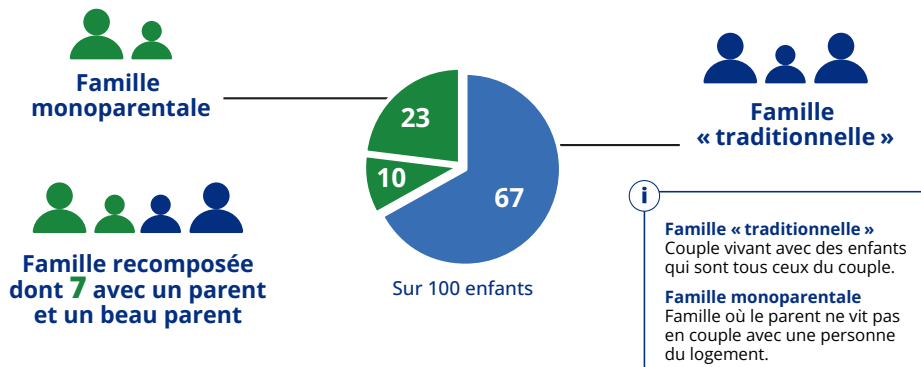
Structures familiales et diversité démographique en France

Au-delà de l'analyse de la forte baisse des naissances, en recul de plus de 20 % par rapport à 2010, les travaux de l'Insee sur les structures familiales en France ont confirmé des évolutions profondes et des disparités territoriales. Par exemple, en 2023, trois enfants sur dix vivaient avec un seul parent, un phénomène particulièrement marqué dans les départements d'outre-mer. Ces territoires se distinguent par une prévalence accrue des familles monoparentales ou recomposées, mais aussi par davantage de ménages dits multigénérationnels, qui regroupent un noyau familial et au moins un ascendant ou descendant.

L'étude « Où sont nés les Parisiens ? » a quant à elle mis en lumière la diversité croissante des origines de la population parisienne, avec une part importante de résidents nés à l'étranger ou dans d'autres régions françaises. Paris est particulièrement attractive pour les populations européennes et asiatiques, d'après le tout nouvel indice d'attractivité selon les nationalités.

Un des enseignements du bilan démographique de la Grande Caraïbe est la variété des dynamiques démographiques des 40 territoires qui la constituent. La Guyane appartient ainsi à un ensemble de territoires jeunes avec une natalité élevée. Au contraire, les Antilles françaises se situent à l'autre extrémité des dynamiques démographiques caribéennes, du fait de leur population âgée.

En 2023, trois enfants sur dix vivent avec un seul de leur parents



France hors Mayotte, enfants de moins de 18 ans vivant dans un logement ordinaire avec au moins un de leur parents



L'emploi et l'insertion face aux inégalités

L' Insee a mené des analyses approfondies sur les évolutions du marché du travail, les inégalités d'orientation et les situations spécifiques des travailleurs indépendants et des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA). Une nouvelle édition

de l'ouvrage *Formations et emploi* a ainsi mis à disposition les principales analyses sur les sortants du système éducatif, leur insertion professionnelle et la formation tout au long de la vie. En particulier, l'enquête Entrée dans la vie adulte (EVA) a permis d'analyser la diversité des parcours d'accès à l'emploi et de départ du domicile parental.

En Centre-Val de Loire, une étude régionale sur les différences genrées d'orientation dans le supérieur a mis en évidence des écarts marqués : les femmes restent majoritaires dans les filières littéraires et sociales, tandis que les hommes dominent les sciences et techniques. Ces travaux, attendus par les acteurs régionaux (Régions, rectorats), alimentent les réflexions sur les politiques d'orientation et de lutte contre les stéréotypes.

Un panorama détaillé des 4,4 millions d'indépendants en France a mis en lumière la variété de leurs conditions d'emploi et de leurs revenus et le fort dynamisme de ce statut depuis 2008, en lien avec l'essor des micro-entrepreneurs.

Une étude sur les bénéficiaires du RSA a évalué leur situation sur le marché du travail juste avant que ne soit mise en œuvre la loi pour le plein emploi actant l'inscription automatique à France Travail de l'ensemble des bénéficiaires du RSA. Puis un suivi trimestriel a permis de mesurer leur contribution aux évolutions du chômage et de l'emploi. Selon une étude menée en partenariat avec France Travail en Provence-Alpes-Côte d'Azur, les demandeurs d'emploi reprennent par ailleurs un travail plus éloigné de leur domicile en moyenne que l'ensemble des salariés.

Écarts de revenus et disparités sociales

L'édition 2025 de France, portrait social a rassemblé trois analyses des hauts et très hauts revenus et patrimoines en France. Il en ressort que les postes offrant de très hauts salaires dans le secteur privé sont majoritairement des postes de direction ou de cadres dans les grandes entreprises, occupés par des hommes de plus de 50 ans travaillant en Île-de-France. Ces analyses décrivent aussi les caractéristiques des ménages à haut patrimoine et haut niveau de vie entre 2003 et 2022 ; le revenu des plus aisés augmente plus vite que celui des autres foyers, mais avec une forte volatilité. L'Insee s'est également intéressé aux situations de pauvreté, et a montré que pauvreté monétaire, privations et difficultés financières sont des situations qui ne se recouvrent que partiellement.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, une étude a été consacrée aux écarts persistants de pensions de retraite : les femmes perçoivent des pensions inférieures de 30 % à celles des hommes, en raison de carrières plus courtes, de temps partiels plus fréquents et de salaires moyens moins élevés. Également, l'Insee en Île-de-France s'est penchée sur l'impact des séparations conjugales sur les revenus : les femmes basculent alors davantage que les hommes dans la pauvreté.

En Centre-Val de Loire, en collaboration avec la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, l'Insee s'est intéressé à la persistance de la pauvreté : parmi les adultes ayant vécu au moins une année sous les seuils de pauvreté entre 2016 et 2019, un quart sont restés pauvres les quatre années. À La Réunion, en partenariat avec l'Observatoire des prix, des marges et des revenus, l'Insee met en évidence qu'entre 2023 et 2025, les ménages modestes ont subi une hausse des prix plus forte que les ménages aisés, en raison d'une consommation accrue de produits alimentaires et énergétiques.

Un billet de blog a été diffusé pour expliciter les problématiques que traitent l'Insee et le service statistique public en matière de logements. Les chiffres fournis visent à éclairer le débat public et à aider les acteurs en charge à concevoir des dispositifs visant à améliorer l'accès et les conditions de logement. Ils ont également pour objectif de répondre aux enjeux économiques et environnementaux du secteur. Parmi les sujets traités, la sous-occupation des logements, qui concerne 15 % des résidences principales en France, a donné lieu à une étude nationale et à une déclinaison locale, réalisée en partenariat avec la métropole Aix-Marseille-Provence.





INNOVER ET ÊTRE EN PREMIÈRE LIGNE SUR LES SOURCES DE DONNÉES

ENQUÊTES NOUVELLES OU ACTUALISÉES POUR ENRICHIR NOTRE DIAGNOSTIC SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE

Le recensement de la population et les enquêtes Familles et Sans Domicile menées en 2025 constituent des outils essentiels de la statistique publique pour décrire la population, ses conditions de vie et la diversité des situations vécues.

Une nouvelle édition de l'enquête Sans domicile

L'enquête Sans Domicile 2025 vise à mieux connaître les personnes sans domicile au sens de la statistique publique, c'est-à-dire celles ayant passé la nuit précédant l'enquête dans un dispositif d'hébergement social, dans la rue ou dans un autre lieu non prévu pour l'habitation. Réalisée par l'Insee en partenariat avec le service statistique ministériel en charge des solidarités, la Drees, avec l'appui de la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal) et de Santé publique France, cette édition (la troisième après celles menées en 2001 et 2012) vise à estimer le nombre de personnes sans domicile et à mieux comprendre leurs profils, parcours de vie, conditions de vie et difficultés rencontrées.

La collecte s'est déroulée d'avril à juillet 2025 dans plus de 100 agglomérations de l'Hexagone et a nécessité un protocole spécifique pour interroger directement un échantillon aléatoire de 16 000 personnes fréquentant des services d'aide. Cette édition va plus loin que la précédente en incluant notamment dans l'enquête des dispositifs pour demandeurs d'asile et des maraudes associatives, et en améliorant la prise en compte des personnes non francophones. Les premiers résultats seront diffusés fin 2026.



En région parisienne, où la concentration de personnes sans domicile est forte, les responsables de l'enquête au sein de la direction régionale francilienne de l'Insee soulignent « le rôle essentiel des associations pour crédibiliser la démarche auprès des personnes enquêtées, garantir la sécurité des agents et les accompagner dans l'adoption d'un savoir-être approprié à ce public ». L'implication du Samu social de Paris, chargé de la coordination de l'hébergement d'urgence hôtelier, a également été déterminante pour le bon déroulement de l'enquête. « Le principal défi, face au volume de visites à réaliser, réside dans l'organisation de la collecte, qui nécessite une préparation et une coordination importantes et inédites en amont et pendant l'enquête. Cette mobilisation collective a permis de dépasser les objectifs fixés ».



ENQUÊTE FAMILLES

Enquête Familles : le portrait des foyers français en 2025

Adossée au recensement et succédant à la précédente édition réalisée en 2011, [l'enquête Familles](#) interroge les ménages sur la composition des familles, les événements familiaux et les relations entre proches. Complémentaire du recensement, elle permet de mieux décrire les familles d'aujourd'hui et leur histoire.

Un recensement de la population qui s'adapte

En 2025, le questionnaire individuel du recensement de la population a évolué avec l'introduction de trois nouvelles questions portant sur la pratique du télétravail, les limitations d'activité dans la vie quotidienne et le lieu de naissance des parents. Elles visent à mieux appréhender les transformations des organisations du travail, les situations de handicap ou de perte d'autonomie, ainsi que l'analyse de la population sur deux générations pour mieux comprendre les inégalités sociales et leur répartition dans les territoires. Ces ajouts ont été rendus possibles par l'allègement de certaines questions sur l'emploi grâce au passage à la nouvelle nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles selon la nomenclature 2020.

Ces évolutions résultent d'une concertation avec les utilisateurs des données du recensement et d'un examen par les instances compétentes en matière de protection des données. En raison de leur caractère plus sensible, les questions relatives aux limitations d'activité et au lieu de naissance des parents sont facultatives.

Le recensement de la population s'adapte par ailleurs aux spécificités des territoires ultramarins. En Guyane, les logements individuels (cases) sont repérés selon des modalités adaptées à leur forte densité afin

d'éviter tout risque de double comptage. Par ailleurs, dans certaines communes isolées, les agents se déplacent en pirogue. À Mayotte, le recensement prévu début 2025 n'a pu avoir lieu en raison des conséquences du cyclone Chido survenu en décembre 2024. Une opération de recensement exhaustif a donc été organisée à titre exceptionnel de fin novembre 2025 à janvier 2026, avec une importante mobilisation des équipes de l'Insee et des communes afin de couvrir l'ensemble du territoire, y compris les zones les plus reculées et difficiles d'accès. De premiers résultats sont attendus à l'été 2026, avant la publication officielle de la population de chaque commune en fin d'année.



DE NOUVELLES FAÇONS DE RECUEILLIR L'INFORMATION

En 2025, l'Insee a poursuivi le déploiement de la « filière d'enquête » ménages et entreprises, afin de simplifier les démarches des répondants et d'améliorer la qualité et l'efficacité des enquêtes.



La « filière d'enquête », projet structurant de long terme engagé pour moderniser et mutualiser les outils de collecte existants auprès des ménages et des entreprises, poursuit son déploiement. Depuis septembre 2025, le portail d'accès aux questionnaires par internet est ainsi ouvert à l'ensemble des enquêtes auprès des entreprises, offrant désormais une interface commune aux répondants, particuliers comme entreprises. Cette évolution simplifie les démarches des répondants, améliore la lisibilité de l'offre d'enquêtes et renforce la cohérence des dispositifs de collecte. L'assistance en ligne a été repensée, avec une foire aux questions enrichie permettant aux enquêtés de mieux s'orienter ou de contacter facilement un interlocuteur de l'Insee.

Du côté des enquêtes auprès des ménages, l'enquête Voyages personnels et professionnels, pilotée par la direction régionale de l'Insee de Bourgogne-Franche-Comté, a intégré en octobre 2025 les outils de cette « filière d'enquête ». Son protocole d'enquête « en continu » constitue une première pour la filière. Le travail conjoint entre les équipes métier et informatique a permis d'adapter les modalités de contact avec les enquêtés et de renforcer l'autonomie des enquêteurs dans la gestion du suivi, des relances et des situations complexes.



ANTOINE POUSSIER PRÉFET DE LA GUYANE

Quelle lecture faites-vous des données et des études produites par l'Insee pour la Guyane ?

Fréquentes et de qualité, les publications de l'Insee offrent une mise en perspective des données démographiques et économiques, essentielle à la compréhension de la Guyane.

Quel est, selon vous, le rôle spécifique de l'Insee sur ce territoire ?

En Guyane, l'Insee occupe une place singulière. La démographie y est un sujet central, politique et hautement symbolique pour un territoire dont le peuplement a toujours été un défi. Quand une population double en moins de vingt ans, chaque chiffre compte.

L'Insee donne le « tempo » quantitatif et qualitatif du territoire. En éclairant le présent et grâce

à ses projections à long terme, l'Insee se place au cœur des projets de développement. Cette position stratégique explique pourquoi l'Insee est une institution très écoutée, mais aussi très critiquée, car ses indicateurs déterminent l'orientation de l'ensemble des politiques publiques.

Quelles sont les perspectives d'évolution pour accroître l'utilité et la visibilité de l'Institut ?

Pour renforcer son impact et sa visibilité, plusieurs axes de développement me semblent pertinents :

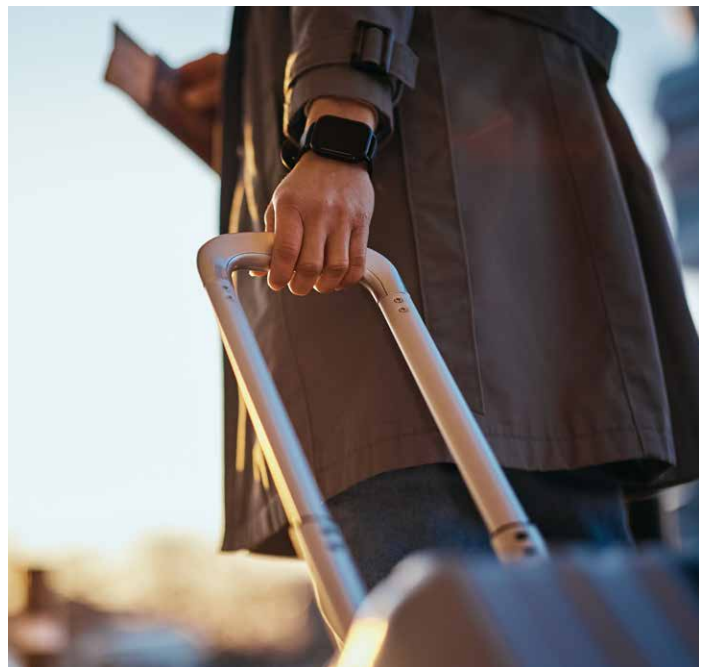
- approfondir le suivi des parcours à travers des études de cohortes (retours de diplômés, trajectoires migratoires, notamment celles de la communauté haïtienne),
- renouveler sa pédagogie en articulant davantage ses

travaux avec d'autres sources (effectifs scolaires du Rectorat) et en diversifiant les formats de diffusion, tels que les billets de blog par exemple,

- asseoir sa légitimité par des expérimentations ciblées (des opérations de recensement exhaustif par exemple) là où les données sont contestées,
- enfin, une communication adaptée aux différents publics, notamment dans le contexte du débat sur le recensement en Guyane, permettrait également de recentrer les échanges sur les enjeux structurels plutôt que sur la seule mesure statistique.

De nombreux autres travaux sont prévus pour la suite. Il s'agira notamment d'automatiser certaines parties de processus d'enquête encore gérées manuellement, d'élargir l'utilisation des outils aux services statistiques ministériels et de progresser vers des collectes en multimode concurrentiel (avoir plusieurs modes de réponse possibles simultanément - internet et collecte par enquêteur).

Un billet de blog intitulé « [Comment répond-on aux enquêtes de l'Insee ?](#) » a contribué à mieux faire connaître les différentes modalités de réponse offertes aux enquêtés.



DE NOUVELLES MÉTHODES ET OUTILS INFORMATIQUES

L'Insee poursuit sa modernisation numérique, renforce la sécurité statistique et développe des infrastructures innovantes pour soutenir des analyses toujours plus robustes et éclairantes.

Transformer les outils et les méthodes : une modernisation numérique maîtrisée

L'Insee a poursuivi et amplifié sa transformation numérique, avec notamment un recours croissant à l'intelligence artificielle (IA) générative.

Conscient des risques, l'Insee en encadre strictement les usages, avec des dispositifs d'accompagnement des agents, actions de sensibilisation et de formation, ainsi que la mise en place d'une charte d'utilisation.

2025 a également marqué l'aboutissement du chantier de « sortie du logiciel statistique SAS » au profit de R et Python, solutions open source. Ce projet d'ampleur a mobilisé de nombreux services pour convertir programmes et fichiers, notamment vers le format Parquet, et pour accompagner et former les agents. Les bénéfices attendus sont de fortes économies financières, une modernisation des pratiques et le renforcement de la transparence sur les méthodes.

L'Insee accélère sa trajectoire vers une architecture hybride, associant *cloud* interne et solutions externes. Cette évolution s'accompagne d'un renforcement des compétences internes et vise à concilier modernisation, sécurité des données et souveraineté numérique. Axe majeur de ces travaux sur le sujet de la donnée, le logiciel *Onyxia* développé par les équipes de l'Insee permet aux statisticiens de l'Institut d'intégrer des technologies de *datascience* à l'état de l'art dans leurs processus de traitement de la donnée. Le caractère *open source* de ce logiciel en permet une diffusion à l'échelle internationale, puisque des organisations comme l'institut de statistiques de Norvège ou encore la division des Statistiques à l'ONU se le sont approprié pour leurs propres travaux.





Rationaliser, sécuriser et enrichir la production statistique

En 2025, l'Insee a poursuivi la modernisation de ses outils et de ses méthodes en rationalisant la diffusion de ses données. La fermeture du site sirene.fr s'inscrit dans cette logique de simplification et de cohérence de l'offre publique, au profit de dispositifs consolidés : l'[Annuaire des Entreprises](#) géré par la Direction interministérielle du numérique, complété par l'[API Sirene](#) et les fichiers diffusés en open data, côté Insee. Cette évolution favorise une diffusion plus lisible, plus intégrée et plus sobre.

Parallèlement, l'Insee a mobilisé la [méthode des « clés aléatoires » \(CKM\)](#) pour la diffusion des données relatives à la politique de la ville : les bénéficiaires des prestations des caisses d'allocations familiales, le parc locatif social, les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail. Cette méthode de protection de la confidentialité des données a permis de satisfaire davantage d'utilisateurs en diffusant les statistiques sur les contours à la fois des quartiers de la politique de la ville de 2015 et ceux de 2024.

L'innovation méthodologique s'illustre aussi avec le [projet MobiTIC](#) (Insee, Université Gustave Eiffel, Orange), consacré à l'évaluation de l'apport, pour la statistique publique, d'indicateurs de présence et de mobilité issus de données de téléphonie mobile. Le projet s'est appuyé sur des indicateurs agrégés et anonymisés, avec une granularité spatio-temporelle fine, fournis par Orange Flux Vision, et les a croisés avec des sources de référence (recensement, enquête Emploi). Ces travaux complètent les analyses issues des dispositifs classiques et précisent les conditions nécessaires à la production d'indicateurs conformes aux standards de la statistique publique (transparence des méthodes, comparabilité, qualification de l'incertitude), dans le respect de la confidentialité et de la protection des données.

DES INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ENRICHIES

Porté par des outils statistiques modernisés, l'Insee renforce sa capacité à éclairer les dynamiques économiques, sociales et territoriales.

P ubliés pour la première fois en 2024, les comptes augmentés ont été actualisés et leur méthodologie consolidée : le millésime 2024 des comptes carbone a été publié à l'automne 2025, le millésime 2023 des comptes distribués le sera en avril 2026. Ces travaux permettent d'enrichir l'analyse de la redistribution et de mieux distinguer les situations des différentes catégories de ménages. Les améliorations ont également porté sur la qualité des données mobilisées et sur la fiabilité des modèles utilisés, contribuant à renforcer la robustesse et la lisibilité des résultats produits. Ces avancées suscitent l'intérêt d'organisations internationales comme l'OCDE et d'instituts nationaux de statistique comme celui du Royaume-Uni, notamment pour le développement d'indicateurs synthétiques permettant d'éclairer plus finement les politiques publiques.

La connaissance du tissu productif a également progressé. Le système d'information Lifi sur les liaisons financières entre sociétés a été amélioré grâce à l'intégration, pour la première fois, du répertoire européen des groupes. Cette évolution facilite la détection des groupes français implantés à l'étranger ainsi que le rapprochement entre entités, et permet la création d'une APE « Monde » (c'est-à-dire l'activité principale exercée par le groupe dans son ensemble, en tenant compte de l'ensemble de ses filiales dans le monde).

Autre innovation : la constitution d'une base de la propriété foncière, croisant différents fichiers administratifs et mobilisant des méthodes de machine learning (XGBoost). Elle livre une analyse fine et exhaustive du patrimoine immobilier des ménages. Grâce à cette nouvelle source, l'Insee a mis en évidence la concentration significative

de la multipropriété en France, et sa plus grande fréquence dans les zones touristiques et les grands centres urbains.

L'enquête « Situation des associations en 2024 », dont c'était la 3^e édition, permet quant à elle d'estimer le nombre d'associations actives par domaine d'activité, leurs adhérents, ainsi que leurs ressources financières et humaines.

Enfin, la révision de la nomenclature d'activités française (NAF 2025), approuvée en 2025 pour une entrée en vigueur début 2027, vise à mieux refléter le paysage économique contemporain et notamment appréhender les activités émergentes, telle que la plateforme. Fruit de réflexions menées à l'échelle nationale, européenne et internationale, cette nouvelle version modernise la classification en intégrant les évolutions liées au numérique, à la transition écologique et aux nouvelles formes d'organisation économique.





ALLER AU-DEVANT DE TOUS LES PUBLICS

AU-DEVANT DU PLUS GRAND NOMBRE

Dans un contexte marqué par la multiplication des sources d'information et par des attentes croissantes en matière de transparence, l'Insee et l'ensemble du Service statistique public poursuivent un objectif commun : rendre la statistique publique plus lisible et plus proche de tous les publics.

L'Insee et les SSM dévoilent une nouvelle identité visuelle

Le réseau constitué de l'Insee et des 16 services statistiques ministériels (SSM) a dévoilé une nouvelle identité visuelle harmonisée pour mieux représenter le service statistique public (SSP) français. Celui-ci partage des missions, des valeurs et des méthodes communes, visant à rendre les données statistiques accessibles. C'est aussi une promesse commune : permettre à chacun de prendre des décisions éclairées et d'être acteur de la démocratie. Le visuel inscrit un histogramme, qui symbolise à la fois la rigueur des chiffres, leur pertinence et leur impartialité, dans une forme qui évoque une bulle de dialogue, pour traduire la volonté de transparence, d'ouverture et de collaboration des statisticiens publics.



Renforcer notre présence sur les réseaux sociaux

L'Insee a poursuivi la diversification de sa présence sur les réseaux sociaux. Un compte Bluesky a été ouvert, tandis que le compte Instagram monte en régime, avec des contenus visuels et alignés avec les codes actuels. L'Insee renforce aussi sa communication de proximité avec le déploiement de comptes LinkedIn régionaux. En Bretagne par exemple, le compte ouvert au printemps 2025 est déjà suivi par 3 000 abonnés, qui peuvent ainsi ne rien manquer des publications de la région.

Pilote « L'Insee à la rencontre des citoyens »

Le 3 décembre 2025, la première édition de « L'Insee à la rencontre des citoyens » organisée à Nantes a été un succès. En présence du directeur général de l'Insee, 180 citoyennes et citoyens sont venus dialoguer avec des experts de la statistique publique. Les participants ont pu découvrir des stands animés, participer à des ateliers pour mieux comprendre les chiffres qui racontent la France. Une nouvelle édition de cet événement a déjà eu lieu, en janvier 2026, à Marseille.

Aller à la rencontre des jeunes

Le développement de la culture statistique des jeunes, enjeu fondamental, s'appuie notamment sur des collaborations avec le ministère de l'Éducation nationale.

Au niveau national, un espace dédié sur Eduscol, le site internet principal du ministère pour informer et accompagner les professionnels de l'éducation, s'enrichit régulièrement de ressources en lien avec les programmes scolaires. Un parcours de formation « Développer la culture statistique des élèves » a été lancé sur Magistère, la plateforme numérique de formation continue de l'Éducation nationale, avec une conférence sur la fabrique des statistiques. Il s'adresse aux enseignants intervenant dans le second degré, notamment en économie-gestion, enseignement moral et civique, histoire-géographie, mathématiques et sciences économiques et sociales. Au niveau régional, cette dynamique se décline par des partenariats avec des rectorats, qui prévoient des actions de sensibilisation des élèves aux statistiques ou de formation des enseignants. L'Institut collabore également avec des établissements d'enseignement supérieur : partenariat avec les départements de Bachelor Universitaire de Technologie (BUT) de Science des données pour l'organisation d'un challenge de datavisualisations, interventions devant

des écoles de journalisme, sensibilisation aux statistiques des stagiaires d'instituts régionaux d'administration (IRA)...

En complément, une nouvelle série de vidéos pédagogiques sur le produit intérieur brut (PIB) a été produite en collaboration avec le vulgarisateur de données statistiques Datagora, et des séries de posts sur Instagram destinés aux lycéens ont traité de la démographie et de la pauvreté notamment, en lien avec les programmes scolaires. En outre une version 2 de l'application Insee Mobile, enrichie d'illustrations et d'une rubrique « le dessous des stats », conformément aux souhaits exprimés par les utilisateurs, a été déployée.



ROBIN COUILLET
PROFESSEUR DE SES
AU LYCÉE DUMONT D'URVILLE
DE TOULON ET RÉFÉRENT
INTERLOCUTEUR
ACADÉMIQUE NUMÉRIQUE (IAN)

Quelle est l'origine du projet d'élaboration d'une Lettre de l'Insee pour les enseignants de Sciences économiques et sociales (SES) en Provence-Alpes-Côte d'Azur ?

Le projet est né du double constat que les enseignants de SES s'appuient sur les données de l'Insee pour décrire le monde

socio-économique dans leurs cours et que les élèves sont davantage mobilisés lorsque les exemples s'ancrent dans leur environnement. L'idée est donc de proposer une lettre d'information fournissant des ressources clés en main : une sélection de documents actualisés pour enrichir les cours, des données économiques et sociales régionales et une rubrique méthodologique sur les définitions, pièges et production des statistiques. Lancée en septembre 2024, elle s'inscrit dans un cadre interacadémique original (académies d'Aix-Marseille et de Nice), soutenu par deux inspecteurs académiques.

Comment les rôles sont-ils répartis au sein de l'équipe-projet ?

Le travail collectif associe ces deux inspecteurs de chaque académie, une collègue professeure de SES

et l'Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur. Après avoir défini le contenu avec ma collègue, les propositions sont soumises aux inspecteurs pour qu'ils s'assurent de la cohérence avec les programmes scolaires. Ensuite, l'Insee identifie les ressources, en privilégiant les données à l'échelle régionale et propose le texte et les figures de la newsletter.

Quelles sont les perspectives ?

Les retours sont positifs et encouragent une diffusion plus large. Le format pourrait être décliné dans d'autres académies - la lettre comprend déjà une large part d'éléments nationaux - et éventuellement inspirer d'autres disciplines.

AU-DEVANT DES UTILISATEURS EXPERTS DE NOS DONNÉES ET DES DÉCIDEURS

En faisant évoluer ses enquêtes, ses outils et ses modes de diffusion, l'Insee améliore le service rendu aux utilisateurs experts et renforce son rôle d'éclairage des décisions publiques.

Améliorer le service rendu aux utilisateurs experts

Le nouveau portail **HAL** de l'Insee s'inscrit dans le mouvement de la science ouverte en offrant un accès libre et pérenne aux publications de l'Institut : articles, communications, documents de travail, chapitres d'ouvrages, rapports...

L'espace thématique « Entreprises » sur insee.fr constitue désormais un point d'entrée pour s'orienter dans l'ensemble des analyses sur les entreprises en France. Il rassemble études récentes et statistiques conjoncturelles sur les grands enjeux économiques et sectoriels, afin d'éclairer les dynamiques à l'œuvre et faciliter l'accès à une information pertinente pour les acteurs économiques et publics.

En matière de besoins d'informations, un comité de concertation a recueilli de nouveaux besoins

des utilisateurs de l'Enquête sectorielle annuelle (ESA), qui vise à repérer les différentes activités exercées par les entreprises et d'en déduire leur activité principale (APE). De nouvelles questions seront ainsi posées en 2027, après avoir été testées en 2026 : sur les achats de fournitures non stockables (eau, énergies, etc.), les achats en logiciels, les bases de données et l'intelligence artificielle, les dépenses de recherche et développement et les investissements verts.

Enfin, le nouveau parcours utilisateur pour la délivrance et le renouvellement des **LEI** (Legal Entity Identifier), mis en place par la direction régionale des Pays de la Loire, simplifie les démarches administratives. Plus fluide, il réduit les délais de traitement, améliore la fiabilité des informations et renforce l'autonomie des entreprises.

Éclairer l'action des décideurs

En Corse, la célébration des 50 ans de la direction régionale a mis l'accent sur son rôle dans la connaissance du territoire et l'importance des statistiques pour orienter les politiques locales.

Les travaux régionaux mettent également en lumière des enjeux concrets, qu'il s'agisse de préparer les bassins de montagne aux

Jeux olympiques d'hiver de 2030 dans les Alpes, ou, en Centre-Val de Loire, d'accompagner le renouvellement des chefs d'entreprise ou d'analyser la vacance des logements. Ces initiatives favorisent le dialogue entre acteurs publics et économiques et permettent d'appuyer les décisions sur des données fiables.



CONSTRUIRE UNE STATISTIQUE PARTAGÉE

DES ÉCHANGES ENTRE STATISTIENS

L'Insee prend une part active aux échanges entre statisticiens, levier essentiel pour faire évoluer les méthodes et partager les bonnes pratiques. Il contribue ainsi à la dynamique collective du Système statistique européen.

JMS 2025 : trois jours pour penser la statistique publique de demain !

L'Insee a organisé les **15^e Journées de méthodologie statistique (JMS) fin novembre 2025**. Constituant un temps fort pour l'Institut et l'ensemble de la statistique publique, cet événement a réuni 600 participants en présentiel et 500 à distance autour du renouvellement des méthodes statistiques : collecte multimode, intelligence artificielle, enquêtes structurantes du service statistique public. Cette édition a été marquée par l'introduction de cours pré-JMS et de nouveaux formats d'échanges, présentations courtes permettant de valoriser des travaux en cours. L'événement a une nouvelle fois illustré la vitalité de la communauté méthodologique et l'engagement de l'Insee en faveur de l'innovation et de la confiance dans les statistiques publiques, avec notamment une table ronde de clôture sur les utilisateurs des statistiques publiques et la manière de maintenir leur confiance.

L'Insee, acteur engagé du Système statistique européen

L'Institut s'implique aussi activement dans l'agenda de la statistique européenne. Ainsi, il a participé à la conférence Nouvelles techniques et technologies pour les statistiques (NTTS) 2025, organisée tous les deux ans par Eurostat. L'événement, qui s'est tenu début mars 2025 à Bruxelles, a réuni plus de 400 experts européens autour des innovations en statistique publique. Intelligence artificielle, nouvelles sources de données et méthodes innovantes d'enquête ont été au cœur des échanges. L'Insee y a été largement représenté et a valorisé ses travaux, notamment ses innovations open source (Onyxia), ainsi que son partenariat sur les données de paiement par cartes bancaires, ses outils de codification, son service d'identification des adresses, son nouvel outil d'analyse de séries temporelles et son modèle de *deep learning* de repérage du bâti à partir de photos aériennes. Cet événement a renforcé les collaborations européennes et nourri de nouvelles perspectives communes.

L'Insee continue de s'engager fortement dans l'exploration de nouvelles sources de données issues d'opérateurs privés, comme les données de téléphonie mobile ou encore d'achats par carte bancaire. À ce titre, il a contribué à un colloque européen organisé en septembre à l'OCDE, où chercheurs et statisticiens ont échangé sur les usages, les limites et les méthodes permettant de mobiliser ces données. Complémentaires des enquêtes traditionnelles, elles ouvrent la voie à des indicateurs plus fins, plus réactifs et territorialisés, dans un cadre juridique européen désormais renforcé.

L'année 2025 a également été marquée par la célébration des 20 ans du Code de bonnes





pratiques de la statistique européenne. À cette occasion, Eurostat a organisé à Bruxelles un événement réunissant les acteurs du Système statistique européen, dont le directeur général de l'Insee.

Ce temps fort a permis de revenir sur le rôle structurant du Code dans la garantie de l'indépendance professionnelle, de la qualité et de la crédibilité des statistiques publiques, ainsi que d'échanger sur les défis actuels et futurs auxquels font face les instituts statistiques. La participation de l'Insee à cet événement vient illustrer son engagement en faveur des principes du Code et de leur mise en œuvre continue.

En avril 2025, l'Insee a accueilli une délégation de Destatis, l'institut allemand de statistique, pour deux jours d'échanges de haut niveau. Cette rencontre a permis de relancer un dialogue structurant entre les deux instituts autour de sujets clés.



DR. KARTEN LUMMER
DIRECTEUR POPULATION
DE DESTATIS (OFFICE
FÉDÉRAL STATISTIQUE
ALLEMAND)

Selon vous, quels sont les principaux avantages des échanges entre Destatis et l'Insee dans le cadre de votre visite à Paris, début avril 2025 ?

Ces échanges ont été l'occasion de renforcer la collaboration dans divers domaines statistiques et de promouvoir le partage des bonnes pratiques. Les deux instituts ont tiré profit de la découverte de leurs approches respectives, notamment dans des domaines tels que la gouvernance des données, la gestion des métadonnées et l'adoption d'outils open source. Une telle collaboration améliore non seulement l'efficacité, mais stimule également l'innovation dans les pratiques statistiques.

Pourriez-vous nous donner quelques exemples concrets de travaux/projets qui ont été discutés entre nos instituts ?

Au cours de cette visite, plusieurs thèmes clés ont été abordés, notamment les travaux de Destatis sur l'évaluation des coûts bureaucratiques et la charge administrative pesant sur les entreprises, en lien avec l'initiative du gouvernement allemand visant à améliorer la législation et à réduire la bureaucratie. L'accent a également été mis sur la stratégie de l'Insee en matière d'innovations informatiques, en particulier sa plateforme open source Onyxia et la transition de SAS vers R ; Destatis partageant le même objectif de modernisation informatique. En outre, les discussions sur la méthodologie LCU (Large Cases Unit), qui implique à la fois le profilage automatisé et manuel des entreprises, ont permis à Destatis de présenter ses propres pratiques en matière de contrôles de cohérence dans les statistiques économiques. Les discussions ont également porté sur la gestion des métadonnées et les méthodologies de recensement.

Et quelle est la contribution de ces échanges entre nos deux instituts dans le cadre des travaux coordonnés par Eurostat ?

Ces échanges contribuent à l'harmonisation des pratiques statistiques à travers l'Europe. Notamment la collaboration en matière de gestion des métadonnées et l'adoption de solutions open source en matière informatique soutiennent directement les efforts d'Eurostat visant à mettre en place des cadres statistiques plus efficaces, transparents et interopérables à travers l'Europe. Le partage mutuel des bonnes pratiques renforce la capacité globale de l'Union européenne (UE) à produire des statistiques fiables et comparables. L'échange sur le nouveau règlement ESOP (*European statistics on population and housing*) relatif aux statistiques européennes sur la population et le logement a constitué un exemple particulier de discussion productive. Les deux instituts ont présenté leurs approches des nouvelles exigences, notamment en ce qui concerne les défis liés aux statistiques de migrations, aux modèles de recensement et à l'utilisation des données administratives. En comparant leurs stratégies, les deux instituts ont renforcé l'initiative plus large d'Eurostat visant à améliorer la qualité et la comparabilité des statistiques sur la population et le logement dans les États membres de l'UE, contribuant ainsi à un cadre statistique plus unifié.

AGIR À L'INTERNATIONAL

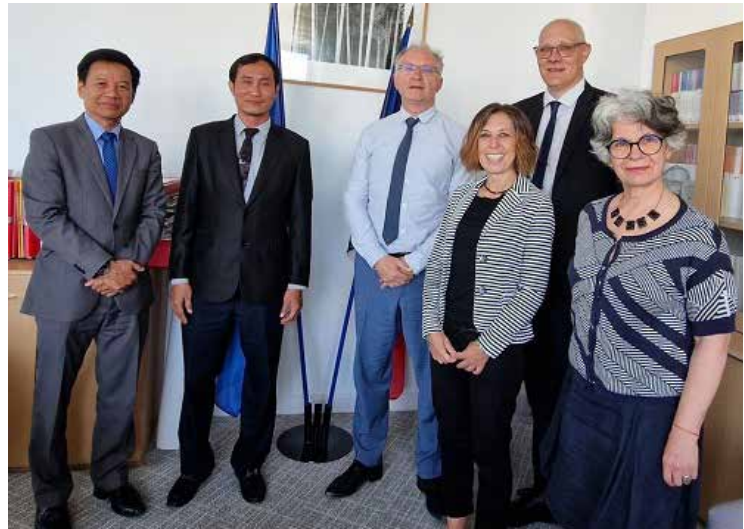
L'Insee poursuit et renforce son engagement dans la coopération statistique internationale, contribuant activement au partage d'expertise et aux travaux multilatéraux.

L' engagement de l'Insee dans un jumelage avec l'Institut national de statistique du Cambodge depuis 2024 illustre cette coopération.

Dans ce cadre, l'Institut a accueilli mi-2025 une délégation cambodgienne de haut niveau, dans un contexte de profonde réorganisation de l'Institut partenaire. Cette visite a permis une semaine de partage des pratiques notamment en matière de gouvernance statistique, avec des échanges approfondis sur les méthodes, sur la communication, sur l'organisation de l'Insee et la coordination du service statistique public ainsi que sur le rôle central du Cnis et de l'Autorité de la statistique publique (ASP).

En parallèle, l'Insee a organisé et accueilli le séminaire annuel Afristat-Insee, à Nantes, sous le thème : « Développement des répertoires d'entreprises à des fins statistiques, méthodes, partage d'expériences et défis ». Ce séminaire constitue un temps fort de dialogue et de coopération avec les instituts statistiques africains, favorisant le partage d'expériences, la diffusion de bonnes pratiques et le renforcement des réseaux professionnels au service du développement des statistiques publiques.

Enfin, la France, représentée par l'Insee, était présente à la 56^e réunion de la Commission statistique des Nations Unies à New York (4-7 mars 2025). Parmi les temps forts : l'adoption du nouveau Système de comptabilité nationale 2025. Ce nouveau



cadre introduit de nombreuses évolutions visant à mieux prendre en compte les transformations économiques contemporaines, notamment liées à la mondialisation, à la numérisation et aux enjeux environnementaux. La Commission a également été l'occasion de dresser un point d'étape sur le suivi statistique des objectifs de développement durable de l'agenda 2030. Les échanges ont souligné les difficultés persistantes à atteindre l'ensemble de ces objectifs dans les délais fixés, attestant du rôle essentiel des systèmes statistiques pour éclairer les décisions publiques. La France peut se féliciter qu'une instance Onyxia soit implémentée dans le cadre de la Plateforme mondiale des données (*UN Global Data Platform*).



LES MOYENS ET L'ORGANISATION DE L'INSEE

LES MISSIONS DE L'INSEE

Pour mener à bien ses missions de collecte, de production, d'analyse et de diffusion des informations sur l'économie et la société françaises, l'Insee repose sur une organisation et des moyens humains et matériels répartis sur l'ensemble du territoire français.

Établir des diagnostics conjoncturels

L'Insee élabore régulièrement des diagnostics et des prévisions sur la situation économique de la France. Il mesure le taux de chômage tous les trimestres, il estime la consommation des ménages et le produit intérieur brut, et calcule chaque mois l'indice des prix à la consommation pour mesurer l'inflation.

Connaître les entreprises

L'Insee recueille des informations sur la structure des entreprises (taille, secteur...) et leur activité (carnet de commandes, investissement...). Il conduit également des enquêtes thématiques : consommation d'énergie, nouvelles technologies, innovation...

Observer l'évolution de la société

L'Insee mène des enquêtes statistiques auprès des ménages ou des personnes. Des enquêtes régulières mesurent l'évolution de situations économiques et sociales majeures (confiance des ménages, emploi, technologies de l'information...), et des enquêtes structurelles, menées tous les cinq à dix ans, se concentrent sur certains comportements ou phénomènes (vie quotidienne et santé, logement, ressources et conditions de vie...). Le recours aux fichiers administratifs permet d'obtenir des données sans recourir à des enquêtes, coûteuses pour la collectivité, notamment sur l'emploi, les salaires, la distribution des revenus.

Réaliser le recensement de la population

Chaque année, l'Insee pilote l'enquête de recensement de la population. Celle-ci permet de connaître l'évolution démographique de la population, d'évaluer les besoins en infrastructures qui en découlent et de déterminer les dotations que l'État alloue aux communes.

Décrire et analyser les régions et les territoires

Fort de ses implantations régionales, l'Insee développe une connaissance fine des territoires français. Les directions régionales de l'Insee produisent des études souvent en partenariat avec les acteurs publics locaux, qu'elles accompagnent par ailleurs en matière de conseil et d'expertise lorsqu'ils déploient des politiques publiques.

Gérer de grands répertoires

L'Insee est chargé par la loi de tenir à jour trois répertoires nationaux : le répertoire national d'identification des personnes physiques (RNIPP), le répertoire électoral unique (REU) et le système informatisé du répertoire des entreprises et des établissements (Sirene). L'Insee participe également au répertoire mondial du *Legal Entity Identifier* (LEI) ; il émet cet identifiant pour les entités juridiques de droit français.

Diffuser ses statistiques et ses études

L'Insee n'est pas seulement un institut de statistique. Les études économiques et sociales font partie de ses missions. Les sujets sont choisis de manière à répondre au mieux aux besoins des décideurs publics et privés et aux préoccupations de la société. Une communication active s'efforce d'assurer la meilleure diffusion des études réalisées, notamment dans les médias et sur les outils de communication numérique de l'institut. Une large gamme de publications accessibles gratuitement sur insee.fr permet de couvrir les besoins des différents utilisateurs.

Perfectionner ses méthodes et évaluer la qualité

L'Insee ne cesse de faire progresser ses méthodes : il expérimente l'apport de nouvelles données et élabore des traitements statistiques pour les exploiter au mieux. Il s'attache aussi à optimiser les protocoles de collecte de données de ses enquêtes. Ces actions sont menées avec les services statistiques ministériels ainsi que par le biais de partenariats.

Contribuer à la statistique européenne et internationale

L'Insee participe au système statistique européen, qui a pour objectif de développer, produire et diffuser des statistiques comparables entre les pays de l'Union européenne. Il contribue également à la construction de la statistique internationale en coopérant notamment avec des organismes internationaux et en apportant son expertise auprès d'instituts nationaux de statistique.

LE BUDGET DE L'INSEE

Le budget total de l'Insee est de

472,4 M€

selon la loi de finances initiale de 2025 (crédits de paiement)



400,5 M€

BUDGET DE PERSONNEL



49,8 M€

BUDGET DE FONCTIONNEMENT



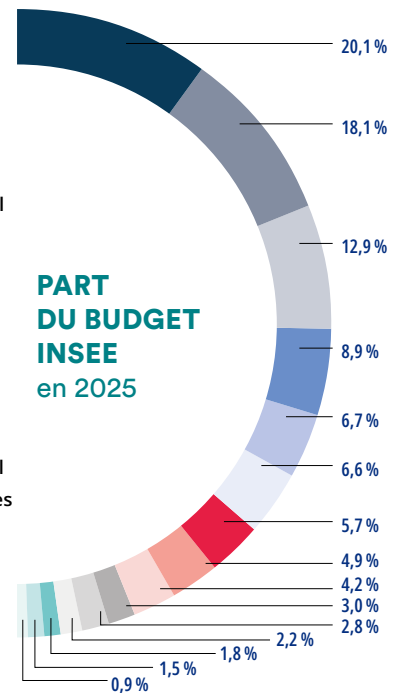
22,1 M€

BUDGET D'INTERVENTION

RÉPARTITION DU BUDGET SELON LE COÛT COMPLET* DES GRANDES OPÉRATIONS DE L'INSEE

OPÉRATIONS

- Recensement de la population
- Enquêtes ménages
- Action régionale
- Pilotage stratégique, coordination, international
- Statistiques structurelles entreprises
- Répertoires d'entreprises
- Diffusion nationale
- Indice des prix à la consommation
- Statistiques court terme entreprises
- État civil et fichier électoral
- Statistiques administratives sur l'emploi et les revenus
- Comptabilité nationale
- Enquêtes entreprises thématiques
- Études
- Conjoncture



*Le coût complet réintègre dans chaque opération le coût des fonctions supports et transverses (gestion administrative, immobilier, informatique...)

LES FEMMES ET LES HOMMES DE L'INSEE

Les moyens de l'Insee sont répartis entre la direction générale, située à Montrouge, les directions régionales et les centres et services nationaux informatiques. En outre-mer, les directions régionales prennent la forme de directions interrégionales secondées par des services régionaux.

Les effectifs 2025 en chiffres

4 990 AGENTS

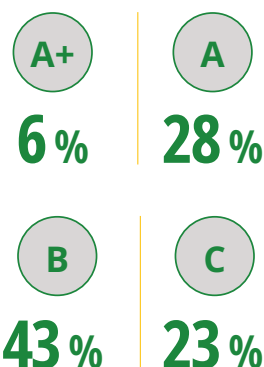
**DONT 3 830 RÉPARTIS DANS
LES 15 DIRECTIONS RÉGIONALES**

55 %
DE FEMMES

53 %
DE MOINS DE 50 ANS



RÉPARTITION
DE L'EFFECTIF
TOTAL
PAR GRADE



41 %
DES A ET A+ SONT
DES FEMMES

L'organigramme de la direction générale

(au 1^{er} mars 2026)



YAËLLE HAUSEUX
DIRECTRICE DE CABINET



FABRICE LENGART
DIRECTEUR GÉNÉRAL



PASCAL RIVIÈRE
CHEF DE L'INSPECTION GÉNÉRALE



SYLVIE LAGARDE
DÉLÉGUÉE À L'ENCADREMENT SUPÉRIEUR

Le secrétariat général



KARINE BERGER
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

JÉRÔME BASCHER
Chef de l'unité coordination des activités transversales

PATRICK REDOR
Chef de l'unité affaires juridiques et contentieuses

PHILIPPE BRIARD
Chef du département des affaires financières

JEAN-CHRISTOPHE FANOUILLET
Chef du département cadre de vie et conditions de travail

MAYLIS COUPET
Cheffe du département des ressources humaines

Les directions



JEAN-SÉVERIN LAIR
DIRECTEUR DU SYSTÈME D'INFORMATION



SYLVAIN MOREAU
DIRECTEUR DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES



CHRISTEL COLIN
DIRECTRICE DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES



CÉDRIC AUDENIS
DIRECTEUR DES ÉTUDES ET SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES



ALAIN BAYET
DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION RÉGIONALE



CORINNE PROST
DIRECTRICE DE LA MÉTHODOLOGIE ET DE LA COORDINATION STATISTIQUE ET INTERNATIONALE

JEAN-FRANÇOIS EUDELINÉ
Chef du département production et infrastructure informatiques

OLIVIER HAAG
Chef du département répertoires, infrastructures et statistiques structurelles

LOUP WOLFF
Chef de l'unité des études démographiques et sociales

DORIAN ROUCHER
Chef du département de la conjoncture

FRANÇOIS BECK
Secrétaire général adjoint du Conseil national de l'information statistique

ÉRIC LESAGE
Chef du département méthodes statistiques

ALAIN DIVE
Chef du département développement du système d'information

NICOLAS STUDER
Chef du département statistiques de court terme

VLADIMIR PASSERON
Chef du département de l'emploi et des revenus d'activité

PAULINE GIVORD
Cheffe du département des études économiques

NICOLAS SAGNES
Chef de l'unité pilotage et offre de données

FRÉDÉRIC MINODIER
Chef de l'unité qualité

PIERRE LAMARCHE
Chef de l'unité innovation et stratégie du système d'information

PIERRE BISCOURP
Chef du département synthèses sectorielles

MICHEL DUÉE
Chef du département des ressources et des conditions de vie des ménages

MARIE LECLAIR
Cheffe du département des comptes nationaux

LIONEL JANIN
Chef du département de l'offre éditoriale

OLIVIER BIAU
Chef du département coordination statistique et internationale

MURIEL BARLET
Cheffe du département de la démographie

AURÉLIEN DAUBAIRE
Chef du département des prix à la consommation et enquêtes ménages

XAVIER BONNET
Chef du département de l'action régionale

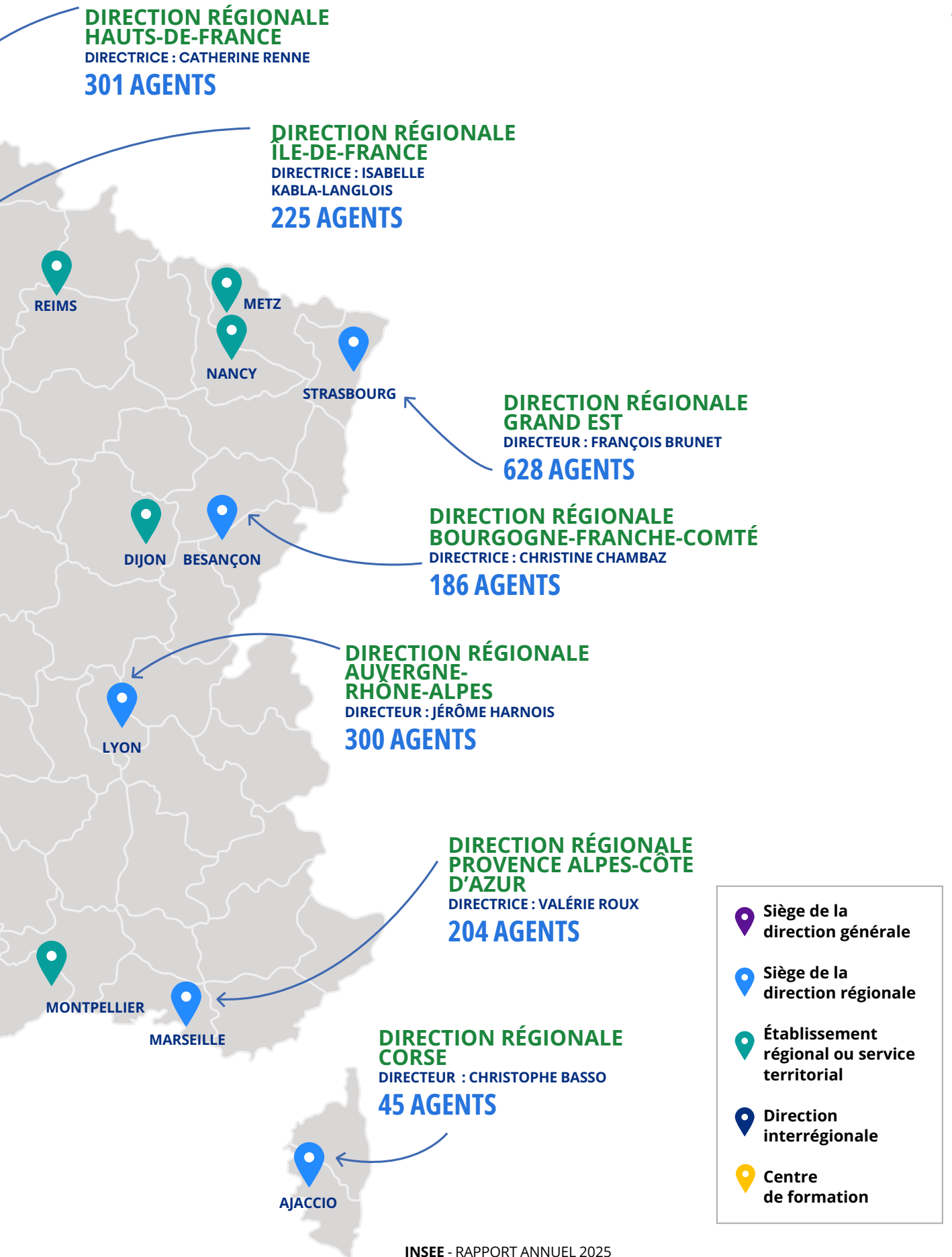
ROMAIN LESUR
Chef de l'unité SSP Lab

CÉLINE ZANA ROUQUETTE
Cheffe du département communication et services aux publics

GWENAËLLE BRILHAUT
Cheffe de l'unité offre de services de la filière d'enquête

L'INSEE EN RÉGIONS





TRAVAILLER À L'INSEE

Les stagiaires à la découverte des métiers et de la statistique

En 2025, 180 élèves de troisième et de seconde ont été accueillis au sein de l'Insee, une hausse de 20 % par rapport à 2024, qui illustre l'engagement de l'Institut à faire découvrir aux jeunes ses métiers et à favoriser le développement de la culture statistique.

Dans cette dynamique, la direction régionale d'Île-de-France a doublé le nombre de stagiaires accueillis et repensé son programme afin de renforcer la dimension pédagogique et participative du stage. Par exemple, les élèves de troisième ont analysé leur commune de résidence à partir des données disponibles sur [insee.fr](https://www.insee.fr) et notamment celles issues de la rubrique « Statistiques locales », avant de présenter leurs résultats à l'aide d'un diaporama conçu pendant le stage.



Naissance du corps des ingénieurs de la statistique, de l'économie et de la donnée

L'année 2025 marque l'aboutissement de la réforme des grands corps techniques de l'État (ingénieurs de l'armement, ingénieurs des mines, ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts, administrateurs et inspecteurs généraux de l'Insee) avec, pour ce qui concerne l'Insee, la création du corps des ingénieurs de la statistique, de l'économie et de la donnée (Insed) résultant de la fusion des corps d'administrateurs et d'inspecteurs généraux de l'Insee. Les statuts des corps techniques sont rapprochés entre eux ainsi qu'avec celui des administrateurs de l'État et leur grille indiciaire est alignée sur celle des administrateurs de l'État, sans fusion des corps techniques. Ce projet achève un volet central de la réforme de l'encadrement supérieur de l'État initiée en 2021.

La transition écologique au cœur des projets immobiliers et des pratiques professionnelles

L'Insee poursuit en 2025 ses actions en faveur de la transition écologique, à la fois à travers l'amélioration de son parc immobilier et par la mobilisation des collectifs de travail autour de pratiques professionnelles plus sobres.

Sur le site de Dijon de la direction régionale Bourgogne-Franche-Comté, d'importants travaux de rénovation ont été engagés pour améliorer la sécurité, la performance énergétique et le confort des agents. L'isolation des façades, fortement dégradée et source de risques, a été entièrement reprise. Les travaux ont porté sur la rénovation des façades et des menuiseries extérieures, l'amélioration de l'étanchéité du bâtiment, l'isolation de zones particulièrement énergivores ainsi que la remise aux normes de sécurité incendie de la passerelle reliant les deux bâtiments. Ces travaux ont déjà permis d'améliorer sensiblement le confort thermique des agents.

La direction régionale Île-de-France a pour sa part finalisé le projet de relocalisation de ses locaux en emménageant en juillet 2025 dans un bâtiment voisin entièrement réhabilité, offrant la possibilité de repenser l'aménagement des locaux en associant les agents et répondant à des critères d'accessibilité et de proximité. Ce nouveau site, moins énergivore, intègre des équipements modernes de gestion de l'énergie ainsi que des espaces de travail, de réunion et de convivialité repensés,

améliorant les conditions de travail des agents. L'inauguration des nouveaux locaux s'est déroulée en présence du directeur général de l'Insee.

Au-delà des opérations immobilières, la transition écologique se traduit également par des actions de sensibilisation et de réflexion collective. En octobre 2025, un séminaire de l'encadrement de la direction régionale Nouvelle-Aquitaine a été consacré à ces enjeux. Il visait à sensibiliser les encadrants aux impacts du dérèglement climatique et à les encourager à intégrer les dimensions environnementales dans leurs pratiques managériales et les processus de travail. Les échanges ont permis d'identifier des leviers d'action autour de plusieurs thématiques clés, telles que les déplacements, les bâtiments, l'économie circulaire et la gestion des déchets, en mettant l'accent sur le rôle de l'encadrement dans l'accompagnement de ces évolutions. Les réflexions issues de ce séminaire contribueront en 2026 à l'élaboration d'un plan d'action en matière de transition écologique qui s'appuiera notamment sur des actions de formation.



Bâtiment de l'Insee à Dijon

Les métiers

L' Insee fait appel à des **compétences variées qui couvrent les domaines suivants :**



- **la production statistique :** méthodologie, conception et gestion d'opérations statistiques.



- **les analyses et études statistiques :** études statistiques nationales, synthèses économiques et analyses conjoncturelles.



- **l'action régionale, les relations avec les publics et la coordination :** missions de conseil-expertise auprès des acteurs publics en région, diffusion des publications et données, réponses aux utilisateurs, coordination de la statistique publique.



- **l'informatique :** développement et production informatique, pilotage et développement du système d'information et de la cybersécurité de l'institut.



- **les fonctions support :** gestion de la documentation et/ou de l'archivage; gestion des ressources humaines; gestion financière; expertise de domaine (droit, communication, achat public, prévention); secrétariat et assistance de gestion; ou encore soutien logistique.



- **la collecte :** l'Insee s'appuie sur un réseau d'enquêteurs spécialisés, qu'il s'agisse d'enquêtes auprès des ménages ou d'entreprises.



Les concours, le centre de formation et les écoles

Les concours

L'Insee recrute essentiellement ses agents par voie de concours. 18 concours internes ou externes couvrant 5 grades permettent d'intégrer l'Insee : enquêteur ; adjoint administratif principal ; contrôleur ; attaché statisticien ; ingénieurs de la statistique, de l'économie et de la donnée (insed).

Le centre de formation de l'Insee

Créé le 1^{er} février 1996 à Libourne en Gironde, le Cefil est le centre de formation de l'Insee. Il a pour mission essentielle la conception et la dispense de formations initiales des adjoints administratifs, des contrôleurs et des enquêteurs arrivant à l'Insee ou promus dans un nouveau corps. Il se charge également de l'élaboration de formations à distance, de l'accueil d'une classe préparatoire intégrée (classe prépa Talents) au concours externe de contrôleur, de l'organisation et l'accueil de réunions et séminaires nationaux ou internationaux.

Le groupe ENSAE-ENSAI

L'Insee assure la tutelle technique du groupe ENSAE-ENSAI, établissement public d'enseignement supérieur et de recherche rattaché au ministère chargé de l'Économie. Il regroupe quatre entités :

- l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensaie), qui forme les ingénieurs de la statistique, de l'économie et de la donnée (insed) du service statistique public et des statisticiens économistes pour le secteur privé ;
- l'École nationale de la statistique et de l'analyse de l'information (Ensaï), qui forme les attachés du service statistique public et des cadres d'ingénierie statistique, de traitement de l'information et d'économie générale pour le secteur privé ;
- le Centre d'études des programmes économiques (Cepe), qui est un centre de formation continue, travaillant tant pour le secteur public que pour le secteur privé ;
- le Centre de recherche en économie et statistique (Crest).

La formation continue

Afin de favoriser la construction de parcours professionnels diversifiés et constructifs, les ressources humaines de l'Insee proposent aux agents publics des droits renforcés à formation et un accompagnement individualisé.

La stratégie de l'Insee d'opérer sa transition vers l'usage de logiciels libres (R- Python...) s'accompagne d'un effort particulier de formation pour développer une compétence élevée sur le self, ses nouveaux langages et ses meilleures pratiques.

Chiffres clés 2025

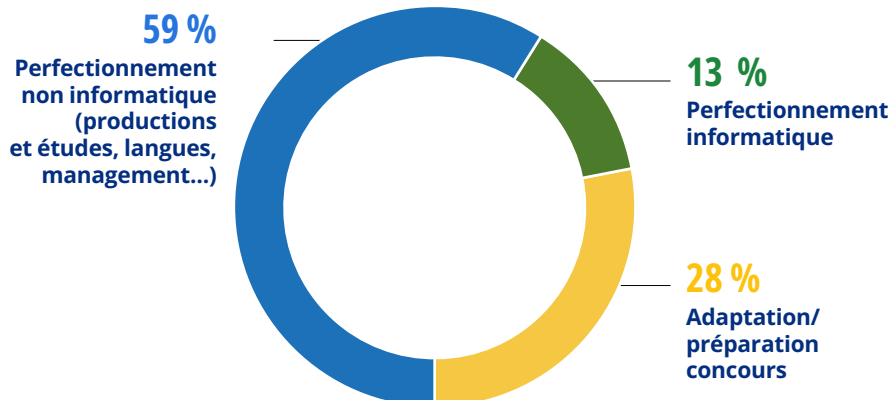
91,8%

DES AGENTS ONT PARTICIPÉ À AU MOINS UNE FORMATION

CHAQUE AGENT A SUIVI EN MOYENNE

7 JOURS DE FORMATION

RÉPARTITION DES HEURES DE FORMATIONS PAR TYPE



Directeur de la publication : Fabrice Lenglard
Conception éditoriale et rédaction en chef : Ingrid Lefebvre Hoang
Rédaction : Patrice Clochard, Myriem Lebrun, Ingrid Lefebvre Hoang, Sabrina Nowicki et Sébastien Seguin
Conception graphique : Citizen press
Maquette : SG - Sircom | Studio graphique
Crédits photos : Insee ; Gézelin Grée, MINEFI ; Adobe Stock

Remerciements

Pour leur « regard extérieur » : à Camille Clain, Robin Couillet, Dr. Karsten Lummer, Antoine Poussier
Pour leur témoignage : aux responsables de l'enquête sans domicile

Imprimé en mai 2026

Editeur : Insee - 88, avenue Verdier - CS 70058 - 92541 Montrouge cedex
ISSN : 2804-5483
ISBN : 978-2-11-162508-2
Dépôt légal : mai 2026





RAPPORT
ANNUEL
2025